

LES RÉPERTOIRES D'ACTION TÉLÉMATIQUES DU NÉO-MILITANTISME

Fabien Granjon

La Découverte | « Le Mouvement Social »

2002/3 n° 200 | pages 11 à 32

ISSN 0027-2671

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2002-3-page-11.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme

par Fabien GRANJON*

Depuis la fin des années 1980 émergent au sein de la société civile française de nouveaux dispositifs protestataires orientés vers la défense de groupes à faibles ressources. Ils répondent de plus en plus aux exigences de la lutte contre l'exclusion et réarticulent dans l'action collective des dimensions à la fois éthiques et politiques. Ils sont constitués de citoyens recherchant des formes d'investissement dirigées vers des espaces sociaux plus restreints où leur participation à l'activité collective de la Cité est envisagée de façon plus concrète et plus immédiate. Ce sont de nouvelles formes d'engagement militant qui apparaissent ainsi, illustrant le passage d'un militantisme « traditionnel » à un « engagement distancié » (1) dont les symptômes se lisent tout autant dans le renouvellement des modes d'action collective que dans les formes de sociabilité qu'il convoque par ailleurs. Le trait principal de cette évolution est sans aucun doute la perte d'influence de la forme fédérale au profit d'un modèle d'organisation en réseau. Les « néo-militants » s'expriment alors de préférence au travers de multiples voies, plus modestes et chacune consacrée à une cause particulière. L'engagement se négocie davantage dans la multiplicité de projets revendicatifs menés de front à un niveau collectif ou individuel. Ce qui compte avant tout pour le « néo-militant », c'est de s'inscrire non plus au sein d'une organisation idéologique clairement identifiée mais plutôt de générer des projets ou de s'intégrer à des projets initiés par d'autres et d'exploiter toutes les connexions susceptibles de s'avérer à cet égard utiles. C'est notamment au regard de cet impératif d'ajustement particulier que les plus récents réseaux télématiques sont utilisés depuis quelques années (2) par les militants de cette « nouvelle » critique sociale.

Tout mouvement social s'exprime de façon privilégiée selon des formes protestataires qui lui préexistent historiquement et tiennent à l'identité et aux particularités des

* Docteur en sciences de l'information et de la communication, chargé de cours à l'Université de Rennes I, chargé de recherche à France Télécom R & D.

(1) J. ION, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.

(2) Les premiers usages réguliers de l'Internet à l'initiative du mouvement social français sont apparus à notre connaissance en 1995.

groupes qui sont de fait mobilisés. Toutefois les modes d'expression des mobilisations sont aussi susceptibles d'évolutions importantes. Si l'état des « répertoires d'action » (3) est la plupart du temps stabilisé, il ne peut être définitivement arrêté et tend à évoluer en rapport avec l'émergence d'opportunités ou de contraintes diverses, qui peuvent être d'ordre financier, stratégique ou conjoncturel. Les organisations du « néo-militantisme » font par exemple preuve d'une constante inventivité dans le renouvellement de leurs standards d'action et n'hésitent pas à emprunter à des formes de coordination qui leur étaient jusque-là étrangères. Les répertoires qu'ils convoquent concrètement sont ainsi de plus en plus étendus et les moyens d'action dont ils disposent toujours davantage différenciés. Investissant d'abord de façon ponctuelle, à l'occasion des périodes de forte mobilisation, le potentiel de communication lié à la messagerie électronique, certains groupements du « néo-militantisme » ont construit des interfaces digitales pérennes et plus élaborées (sites web, listes de diffusion, lettres d'information) et développé des pratiques soutenues et régulières des réseaux télématiques. Au nombre des moyens de protestation tenus pour légitimes par les acteurs de l'engagement distancié, l'Internet se trouve donc convoqué et se présente comme une ressource qu'il convient d'exploiter.

L'objectif de cet article est de rendre partiellement compte de ces nouveaux répertoires d'action en ligne sur lesquels les opérateurs de la « nouvelle » critique sociale s'appuient dans leur quête de justice. Nous chercherons ainsi à saisir la médiation réciproque des objets techniques et des pratiques sociales car, selon nous, les pratiques de communication liées aux technologies de l'Internet se présentent en quelque sorte comme la traduction technologique de l'engagement caractéristique du « néo-militantisme ». Ce que nous voulons appréhender par le biais de quelques situations exemplaires, ce sont les diverses façons dont les pratiques digitales de communication mises en place par les « néo-militants » interfèrent avec leurs préoccupations « morales », leur identité et leur fonction d'individus engagés.

Notre étude nous a ainsi conduit à fréquenter, selon des modalités et des objectifs divers, des environnements à la fois « sociaux » et télématiques entretenant un rapport de proximité avec plus d'une quarantaine d'organisations du mouvement social. Nous avons cependant prêté, *de facto*, une attention plus soutenue à certaines organisations par rapport auxquelles nous avons eu l'opportunité de pouvoir multiplier les investigations. Act Up-Paris, Agir ensemble contre le Chômage (A.C. !), Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

(3) La notion de « répertoire d'action collective » a été élaborée par Charles Tilly, qui en rend compte de cette manière : « Toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés. Ainsi, la plupart des gens savent aujourd'hui comment participer à une campagne électorale, fonder une association ou s'y affilier, mettre une pétition en circulation, manifester, faire la grève, tenir un meeting, créer un réseau d'influence, etc. Ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plutôt à celui de la *comedia dell'arte* ou du jazz qu'à celui d'un ensemble de musique classique. On en connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi. [...] Le répertoire en usage dicte l'action collective. Malgré la spontanéité qu'on associe parfois à l'idée de foule, les gens tendent à agir dans le cadre limité de ce qu'ils connaissent, à innover sur la base de formes existantes, et à ignorer toute une partie des possibilités qui leur sont en principe ouvertes » (C. TILLY, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986, p. 541-542).

(A.T.T.A.C.), Chiche, Collectif citoyen du X^e, Droit Au Logement (D.A.L.), Droits devant !! et le mouvement des sans-papiers composent ainsi notre corpus d'observation privilégié. La soumission du modèle d'analyse à l'épreuve des faits s'est organisée à partir de modes d'observation variés susceptibles de fournir un inventaire précis des pragmatiques de l'action militante en ligne.

Notre première initiative a été la réalisation d'une enquête en ligne destinée à circonscrire les pratiques télématiques effectives des militants-internautes. Le questionnaire a d'abord transité sur diverses listes de diffusion (Ac_forum, Attac_talk Attac_loc, Z_pajol, Conflits_I, Tout_ras). Il a été également transmis personnellement à plusieurs centaines de militants-internautes membres de diverses organisations de la critique sociale (A.C. !, Act Up-Paris, Association pour de Nouvelles Perspectives A Gauche (A.N.P.A.G.), A.T.T.A.C., Comité Des Sans-Logis (C.D.S.L.), D.A.L., Droits devant !!, Mouvement National des Chômeurs et Précaires (M.N.C.P.), Ras l'front, Réseau Associatif et Syndical (RAS), Sans-papiers, etc.) qui étaient alors chargés de le redistribuer à l'ensemble des militants utilisateurs de l'Internet qu'ils connaissaient par ailleurs. *In fine*, deux cent cinquante réponses nous ont été adressées. Simultanément, nous avons cherché à constituer un important corpus documentaire susceptible de nous apporter une vue d'ensemble sur les échanges militants ayant cours sur quelques-unes des interfaces digitales mises en place à cet effet. Nous avons réussi à réunir un corpus d'archives constitué des traces produites pendant plusieurs mois sur quatorze listes de diffusion : huit listes de diffusion ouvertes à tout public (Ac_forum, Attac_talk, Attac_afrique, Conflits_I, Z_pajol, Écologie_I, Info_Marches, Chiche_I), quatre listes de diffusion « semi-publiques », réservées, sauf exception, aux militants des organisations qui les ont mises en place (Attac_loc, Inter_attac, Chiche_Idf, Chiche_picnic) et deux listes de diffusion privées (Attac_toulouse, Attac_cs). Ce travail de « dissection » que nous avons réalisé sur les échanges de courrier électronique, nous l'avons aussi effectué sur un autre type de corpus, cette fois constitué des environnements digitaux liés aux sites web de onze organisations militantes : AC!, Act Up-Paris, Appel des Sans, A.T.T.A.C., C.D.S.L., D.A.L., Intersocial, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (M.R.A.P.), Pajol/Sans-papiers, Ras l'front et Samizdat. Délais des mises à jour, nombre de pages mises à disposition, types de contenu proposés, inventaire de l'environnement multimédia et des potentialités techniques offertes sont les divers éléments que nous nous sommes alors attaché à évaluer sur ces sites web militants. Enfin, il nous a semblé également opportun de mettre en place des procédures d'enquête plus « traditionnelles » (observations *in situ* aux sièges des associations et entretiens) qui nous ont permis d'évaluer plus sûrement la façon dont les réseaux télématiques étaient réellement convoqués dans le cours de l'action militante et de préciser sous quel rapport le recours technique est recherché par les utilisateurs. Une grande part de notre appareil de preuves est constituée en conséquence d'une série de soixante-trois entretiens semi-directifs réalisés entre décembre 1997 et juin 1999, auprès de militants affiliés et/ou participant aux activités de diverses organisations de la critique sociale (4).

(4) Pour un exposé de l'ensemble des résultats obtenus, cf. F. GRANJON, *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes, Apogée, 2001.

Critique sociale et dispositifs télématiques de première génération

Les prémices de l'engagement distancié

L'évolution diachronique de la pratique associative revendicative en France, au XX^e siècle, révèle des organisations largement liées aux systèmes de rapports conflictuels de classes, de domination et de stratification sociale. La critique sociale a ainsi longtemps été marquée par les contestations révolutionnaires portées par les grandes idéologies aujourd'hui sénescentes. La fin des années 1960 voit toutefois l'arrivée de nouvelles préoccupations critiques (protection de l'environnement, féminisme, mouvements homosexuels, actions en faveur des pays en voie de développement, etc.) qui donnent naissance à de nouvelles modalités d'association. Le développement de ces formes alternatives de participation politique (que certains auteurs ont qualifiées de « nouveaux mouvements sociaux »), beaucoup moins formelles et structurées, répond alors à une nouvelle différenciation de l'espace social où se côtoient à la fois configurations héritées et tournures nouvelles de l'exclusion. La notion marxiste d'exploitation qui a constitué pendant plus d'un siècle le pivot de la critique sociale apparaît à partir de cette période comme une formulation de moins en moins efficiente pour rendre compte des « nouveaux » rapports de classes et de leur récent éloignement de la sphère des relations de travail. Pour une bonne part, ces nouveaux acteurs de la critique sociale ont en effet pour objectif de répondre à des situations d'exclusion qui ont pour point commun une relégation sociale qui n'est plus forcément en rapport avec des conflits de classes subsumés sous l'égide d'une lutte globale entre forces de travail et capital.

Certaines formes d'action revendicative caractéristiques de l'engagement distancié sont véritablement proches de celles rencontrées au sein des « nouveaux mouvements sociaux ». Se situant dans le champ de la culture, de la sociabilité ou des valeurs, elles ne visent plus seulement les problèmes de production et d'économie. De la même manière que les organisations qui émergent de la mobilisation contestataire des années 1960, elles mettent en scène de nouveaux acteurs et bouleversent les schémas du conflit social. Elles opposent « une expérience subjective et expressive aux logiques instrumentales du "système", des organisations et des intérêts » (5). Comme pour les « nouveaux mouvements sociaux », les organisations de l'engagement distancié se caractérisent par le fait qu'elles sont des réseaux de structures polycéphales, diffuses et segmentées où la solidarité du groupe général dépend d'abord de la recherche individuelle d'un acquis, qu'il soit stratégique ou désintéressé. La rupture que marquent les « nouveaux mouvements sociaux » par rapport aux mobilisations plus anciennes, essentiellement syndicales et ouvrières, présente alors une similarité exemplaire avec ce que nous avons décrit comme le glissement de l'engagement militant traditionnel vers l'engagement distancié et en constitue très certainement les prémices.

(5) Cf. F. DUBET, « Les nouveaux mouvements sociaux », in F. CHAZEL (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, P.U.F., 1993.

L'on peut mettre en exergue quatre points essentiels de convergence. En premier lieu, les formes d'organisation témoignent d'une plus grande spécialisation dans leurs objectifs (*single-issue organisation*), ainsi que d'une défiance affirmée vis-à-vis des phénomènes de centralisation, de délégation et de régulation sociale. Cela se traduit dans certains cas par un rejet des systèmes généralement dominants de représentation des intérêts et le maintien d'un écart avec les rôles ordinairement établis dans le fonctionnement des groupements. Les « néo-militants » ne sont pas particulièrement attachés aux structures associatives au sein desquelles ils évoluent. L'encartage, étape hautement symbolique s'il en fut dans les groupements de masse, laisse dorénavant la place, selon la formule quelque peu provocatrice de Jacques Ion, à un engagement symbolisé par le post-it, détachable et mobile : mise de soi à disposition, résiliable à tout moment. Des organisations de chômeurs comme A.C. ! ou la plupart des collectifs de sans-papiers ne proposent d'ailleurs aucune procédure d'adhésion aux militants. Être membre ne se négocie que par un engagement de terrain, non une participation symbolique.

Seconde ressemblance, les répertoires d'action se diversifient et se déclinent selon les configurations du conflit (occupations de locaux, manifestations, marches, pétitions, zaps, boycotts, jeûnes, grèves de la faim, etc.). Les méthodes revendicatives sont tour à tour frappées aux coins de l'inventivité et de la créativité (les clowns du service d'ordre de Droits devant !!, les *laughing demonstrations*, etc.), du spectaculaire médiacentré (la pose d'un préservatif rose fluo sur l'Obélisque de la Concorde, le déploiement d'une banderole « Homophobes » sur le Palais Chailot lors d'une manifestation anti-P.A.C.S.), du symbolique (le triangle rouge de Ras l'front, le triangle rose d'Act Up), du radicalisme (les zaps d'Act Up-Paris, les réquisitions du D.A.L...). S'inscrivant davantage dans une logique de résistance au contrôle social, on assiste également à un déplacement de la conflictualité sociale. La nature des revendications est plus qualitative qu'auparavant et comporte aussi parfois une forte affirmation identitaire (processus d'individuation et de personnalisation). Les spécificités individuelles sont affirmées et les appartenances valorisées bien au-delà des conflits de classes. C'est avant tout la personne singulière qui se trouve impliquée et c'est ainsi que le corps du militant, ses caractéristiques ethniques ou ses appartenances communautaires peuvent alors être utilisés comme ressources dans l'espace public.

Enfin, le rapport au politique est différent et se distribue sur une gamme d'interventions plus large qui ne vise pas la conquête légale du pouvoir, mais la construction d'espaces « indépendants » de l'emprise de l'État et/ou du marché, apte à organiser un rapport de force en direction des acteurs de la politique constituée. Chaque individu impliqué tend ainsi lui-même vers le politique et trouve des raisons de se défier d'une classe syndicale et politique apparaissant comme fortement distancée. Les acteurs émergents du mouvement social n'entendent pas bouleverser d'emblée les rapports politiques en s'exprimant dans le champ des partis. Leurs appels récurrents à la vigilance civique sont davantage tournés (en tout cas pour le moment) vers une dynamisation de la société civile plus que vers la réduction de sa distorsion avec les acteurs politiques.

La « paléo »-télématique

A l'image d'une société contemporaine que l'on présente si facilement conquise ou soumise en partie à la nouvelle idéologie communicationnelle, il est somme toute peu étonnant de constater une attention soutenue de la part de l'ensemble des groupements de la critique sociale pour les diverses technologies de l'information et de la communication. Les groupements revendicatifs (et plus particulièrement ceux du « néo-militantisme ») animés par un souci général d'avancée démocratique se sont effectivement emparés des technologies de la communication au fur et à mesure de leur mise à disposition par le marché et/ou par les autorités politiques. Faisant écho à un paysage médiatique dont les conditions d'accès se sont libéralisées, une démarche expérimentale d'appropriation de ces « nouveaux » outils s'est investie tour à tour dans la vidéo légère, la production audiovisuelle, la radio, les réseaux câblés, l'informatique, la télématique et aujourd'hui l'Internet. L'idée étant notamment d'entériner dans les faits un pluralisme de diffusion et de création, afin que des voix nombreuses et diverses se fassent entendre et qu'il y ait une diversité des sources d'information permettant à la société civile de se départir de la tutelle des pouvoirs constitués.

Mais cet intérêt toujours renouvelé pour l'innovation technique que l'on pré-suppose susceptible d'être à la base de nouvelles dynamiques sociales, cache manifestement au final, un bilan pour le moins en demi-teinte, dans tous les cas bien en deçà des espérances initialement attendues par les promoteurs-animateurs de ces divers projets. Les choix techniques n'ont guère été pensés comme recouvrant des choix stratégiques orientés. Malgré une acuité certaine des acteurs de la critique sociale dans le domaine du politique, la justesse de leurs investissements technologiques n'a eu tendance qu'à être uniquement fondée au regard d'une prétendue nature des choses et de l'évolution « naturelle » de la technique.

Offrant des services informatiques, interactifs, ainsi que des services de messageries en réseaux, les premiers dispositifs télématiques ont par exemple été pressentis par certains groupements revendicatifs comme des innovations techniques leur permettant d'espérer une plus grande rationalisation ainsi qu'une plus grande efficacité dans la conduite de leurs projets constitutifs respectifs. Malgré quelques réussites notoires et ponctuelles, surtout liées à l'utilisation des messageries en ligne lors de moments de mobilisation de haute intensité (le mouvement des infirmières à la fin des années 1980 est emblématique de cette pratique (6)), l'intérêt des premiers temps a été quelque peu tempéré par la découverte brutale d'un ensemble d'impératifs absolus. En premier lieu, celui de la professionnalisation, auquel peu d'associations ont su alors véritablement répondre. Passer le stade de l'enthousiasme propre à la nouveauté, le pouvoir attractif des dispositifs télématiques s'est avéré plutôt relatif. Le succès de telles initiatives tient davantage, on le sait maintenant, aux compétences techniques et au dynamisme de la personne ou des individus en charge d'animer la vie du réseau (écrans tenus à jour, mises en forme et contenus adaptés aux contrain-

(6) Cf. D. KERGOAT, « De la jubilation à la déréliction. L'utilisation du Minitel dans les luttes infirmières (1988-1989). Note de travail », *Futur antérieur*, n° spécial, 1994, p. 73-101.

tes de lecture, concision de l'expression, invites aux dialogues...), qu'aux qualités intrinsèques que l'on veut bien attribuer au dispositif technique lui-même (interface graphique sommaire, temps de réponse lents, interactivité faible, terminaux Minitel peu ergonomiques...). A cette première sujétion sont venues s'ajouter d'autres dispositions impératives d'ordre financier. Les coûts d'équipement, d'exploitation et d'utilisation ont pu s'avérer pour le moins dissuasifs. Sans même avoir l'ambition de monter de toutes pièces un centre serveur autonome, des abonnements à la consultation en passant par la formation ou la rémunération de spécialistes, le recours à la télématique de première génération imposait de fortes contraintes économiques. Les groupements de la sphère associative voulant s'engager dans l'aventure télématique se sont ainsi souvent retrouvés dépendants de fournisseurs d'accès extérieurs. Cette situation n'a fait que les rendre encore plus méfiants à l'encontre du domaine privé et de la marchandisation de l'information qui caractérisaient nettement cette offre télématique. Les relations entretenues avec les entreprises prestataires de services ont été ainsi placées sous le double sceau de l'inquiétude et de la défiance. Voyant d'un mauvais œil leur alliance avec un secteur d'activité dont les intentions et les motivations étaient le plus souvent explicitement divergentes des leurs, certains acteurs associatifs ont préféré accepter les offres d'hébergement qui leur étaient faites, soit par des collectivités locales, soit par des organes de presse qui avaient pu mobiliser la logistique nécessaire à la création d'un serveur. Seul sésame restant leur permettant d'accéder à moindre coût à une visibilité télématique, cette solution n'a cependant pas été sans présenter quelques inconvénients. Soumises au bon vouloir de leurs « mécènes », les structures associatives se trouvant dans cette situation, n'ont pas eu, la plupart du temps, l'occasion de développer à leur gré un contenu éditorial conséquent. Ne gardant généralement que la responsabilité de la mise à jour des données et devant se limiter à la présentation des informations de base (statuts, raison sociale, heures des permanences, etc.), les dispositifs télématiques proposés n'ont pas pu, dans ce contexte, intégrer les potentialités techniques les plus attractives, c'est-à-dire celles qui auraient permis d'inscrire au sein même du dispositif technique la nature activiste et militante de l'action associative par le biais de services finalisés à valeur ajoutée.

Toutefois, loin d'être systématiquement dénoncé, ce cadre d'exercice « sous tutelle » a pu correspondre, aussi, au désir d'un engagement mesuré, restreint et partiel. A l'image d'un certain amateurisme qui entourait alors, en ce domaine, la production médiatique associative, il a pu permettre de faire l'économie d'une réflexion de fond sur la spécificité, l'originalité et l'utilisation raisonnée d'un tel média. Au-delà des difficultés « classiques » liées à la technophobie instinctive, à la prégnance de schémas hérités et au peu de constance dans l'acquisition de nouveaux réflexes (notamment la consultation des boîtes aux lettres électroniques), la principale résistance, quant à l'appropriation d'un tel outil, a tenu pour une grande part au sentiment de vacuité éprouvé face aux objets techniques. L'usage d'une technologie et le sens social de cet usage ne vont pas forcément de pair, tout simplement parce que l'usage effectif n'est qu'en partie, et seulement en partie, inscrit dans l'offre technique. Il ne peut émerger qu'à la condition d'une traduction sous forme technique des orienta-

tions fondamentales de l'association : voilà ce que je suis, ce pourquoi j'existe, à qui je m'adresse, telles sont mes actions et ces écrans ne sont que le prolongement de mon engagement par d'autres moyens. D'autre part, les acteurs de la critique sociale ont parfois compris un peu tard, l'intérêt qu'il y avait à concevoir les nouvelles pratiques de communication complémentaires aux usages médiatiques qui étaient jusque-là les leurs et non en termes de substitution.

Néo-militantisme, opinion publique, médias, mobilisation

Devenir sa propre cause formelle

Bien que très diverses, les formes d'action collective de l'engagement distancié ont tendance à se tourner vers un idéalisme pragmatique. Elles maintiennent certains objectifs à long terme mais recherchent également une efficacité plus ou moins immédiate. Cette orientation de l'intervention et de la revendication s'observe notamment à travers l'interpellation directe et parfois spectaculaire de l'opinion publique et de la sphère du politique. La quête de soutiens prestigieux extérieurs au mouvement et la recherche d'alliances avec des personnalités jouissant d'une certaine popularité sont ainsi à saisir dans leur rapport au fait qu'elles conditionnent en partie l'accès aux médias et donc aussi à l'arène politique qui module ses réponses au mouvement social en partie en fonction du capital de notoriété que ce dernier acquiert en se rendant visible. Seul le relais médiatique permet en effet l'ouverture à de larges réseaux et une extension des liens à la communauté plus globale des citoyens (7). Il autorise la montée en généralité nécessaire à un élargissement du potentiel de mobilisation, à l'imposition du sens, à l'inscription des causes défendues à l'agenda politique et à l'infléchissement du jeu politico-institutionnel (8).

L'investissement de la scène politico-médiatique s'avère être effectivement un

(7) Les citoyens qui se trouvent ainsi impliqués sur un mode événementiel sont alors susceptibles de devenir des acteurs agissants de la conflictualité sociale, traduisant en actes la prise en compte du sensible qu'ils contribuent à singulariser. Selon une enquête effectuée par le Groupe d'Études et de Recherche sur les Mutations du Militantisme (G.E.R.M.M.) et rapportée par N. MAYER, « Les mutations du militantisme », *Hommes et libertés*, n° 97-98, 1998, p. 87, la proportion de Français prêts à s'engager dans ce type de mouvements est deux à trois fois supérieure que pour un syndicat et quatre à six fois plus élevée que dans le cas d'un organisme partidair. Les enquêtes du CEVIPOF montrent par ailleurs que de 1988 à 1995, la proportion de Français approuvant le recours à la grève est passée de deux tiers à trois quarts, d'un sur deux à deux sur trois pour la manifestation, de 28 % à 43 % pour l'occupation de bâtiments (chiffres rapportés par N. MAYER, *ibid.*).

(8) « En l'absence de ressources politiques légitimes permettant de jeter un pont entre les personnes en tant que citoyens et le peuple en tant que Souverain..., ces défenseurs d'une juste cause ne peuvent accéder au peuple souverain qu'en empruntant la voie des médias », L. BOLTANSKI, L. THÉVENOT, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991, p. 364.

des moyens les plus efficaces, notamment quand il s'agit de marquer les esprits et de faire entrer dans le débat public des questions délicates que l'agenda médiatique, tout autant que les responsables politiques n'auraient pas forcément traitées de façon immédiate : celles des mal-logés (Droit Au Logement – D.A.L., Comité Des Sans-Logis – C.D.S.L.), des victimes du sida (Act Up-Paris, A.I.D.E.S., etc.), des chômeurs (Agir ensemble contre le Chômage – A.C. !, Mouvement National des Chômeurs et Précaires – M.N.C.P., etc.) ou des sans-papiers (Droits devant !!). Ce recours quasi systématique à l'appui de l'opinion publique par le biais d'une mise en visibilité sociale des revendications au sein de l'espace public médiatisé, certains auteurs le considèrent d'ailleurs comme la caractéristique principale de ces groupements de l'engagement distancié. Les acteurs du « néo-militantisme » connaissent, il est vrai, de mieux en mieux les logiques et les pratiques inhérentes à la médiasphère, clause nécessaire à la « négociation » de leur présence dans les pages, sur les écrans et sur les ondes.

Le principe de Publicité n'est pas séparable des corps intermédiaires et des conditions techniques d'inscription, de transmission et de stockage, dont il est fait usage pour porter à la connaissance du plus grand nombre les affaires de la Cité. La sphère publique s'est notamment vue transformée, au cours des siècles, sous l'influence des modes consécutifs de production, de distribution et de consommation des écrits (livres, journaux, revues...). A cet égard, l'on peut penser que les technologies de l'Internet offrent aujourd'hui les conditions de possibilité d'une nouvelle appropriation collective de l'opinion publique, remettant en question une certaine conception des instances de production et de légitimation.

Depuis le rapport Nora-Minc sur l'« informatisation de la société » (9), on s'accorde à voir dans les réseaux télématiques, un support technique permettant aux forces de la société civile en général et aux acteurs de la critique sociale en particulier, de devenir davantage leur propre cause formelle. Ils peuvent pleinement participer à leur représentation et à l'expression de leurs mécontentements et de leurs savoirs par le biais de modes d'écriture émergents dont l'Internet incarne aujourd'hui au mieux les potentialités. Dans un contexte où la dimension symbolique des luttes revêt une importance fondamentale, le travail volontaire de mise en scène et de production directe d'une représentation de ses propres intérêts est primordial. Celui qui sélectionne, contrôle et présente l'information détermine forcément en majeure partie la figuration du monde ainsi que de l'horizon événementiel au sein duquel elle prend racines et s'ouvre à l'altérité. En ce qui concerne l'imposition du sens (production de signes) ou l'augmentation du potentiel de mobilisation par l'information (production d'événements), l'on ne saurait toutefois avancer qu'avec force précautions et se contenter de souligner avec Pierre Chambat, que la maîtrise des supports d'information semble être « une ressource non négligeable pour les mouvements sociaux, dans la construction des identités et la mobilisation nécessaire à l'action collective en direction de l'opinion publique et des autorités » (10). L'exigence d'autonomie des acteurs du « néo-militantisme » s'accommode donc fort bien des potentialités qui leur sont

(9) S. NORA, A. MINC, *L'informatisation de la société*, Paris, La Documentation française/Seuil, 1978.

(10) P. CHAMBAT, « La démocratie assistée par ordinateur. Enjeux et impacts des T.I.C. »,

offertes de ne pas abandonner complètement le contrôle des structures d'interprétation à l'agenda politique ou médiatique qui ne concorde que rarement avec le leur.

L'info sur le Net n'est pas soumise aux contraintes du marché, de la publicité et du marketing. *Libération*, par exemple, il y a des périodes où ils évacuent complètement les sans-papiers de leur champ d'activité parce qu'il n'y a pas de place dans le journal. Or nous, c'est en permanence que l'on parle des sans-papiers. Nous on n'a pas de contraintes, nous c'est ça qui nous intéresse donc on en parle en permanence. En ce moment, avec le Kosovo, les sans-papiers, les médias s'en foutent, mais nous on passe au travers de ces contraintes-là. (Militant sans-papiers)

Dire le sens en lieu et place des intermédiaires convenus, fournir ses propres cadres d'interprétation et devenir prescripteur d'opinion, nécessite d'entrer en concurrence avec les structures verticales traditionnelles d'émission de l'information pour y préférer une scène d'apparition publique alternative, construite sur un réseau d'échanges d'information plus horizontal. En voulant être leur propre cause formelle, les acteurs du « néo-militantisme » visent ainsi à réduire la dépendance qu'ils ont à l'égard des grands vecteurs de communication et cherchent donc à stabiliser leur autonomie médiatique. Ils tentent de redéfinir à leur profit leur identité sociale et de ne pas laisser le monopole des représentations officielles et des cadres de perception de l'injustice aux médias. Ces derniers, dont les explications sont toujours trop partielles, présentent en effet parfois les acteurs de la critique sociale sous un jour ne correspondant pas à l'image qu'ils entendent s'attribuer. Ce cadrage imposé « d'en haut » est alors susceptible de ruiner leurs efforts pour acquérir le soutien de l'opinion publique.

L'Internet sert donc la nécessité pour les organisations du « néo-militantisme » d'argumenter et de justifier leurs contestations et d'assurer une couverture minimum à leurs actions afin d'étendre leur potentiel de mobilisation, ou tout au moins s'assurer d'un capital sympathie plus important. Il se présente alors comme un point de passage privilégié mais non exclusif, pour la circulation de l'information et la diffusion d'outils cognitifs permettant de doter la protestation d'un langage qui ne se réduise pas à l'idéologie, c'est-à-dire « transformer le malaise vécu en injustice, en scandale, le légitimer au regard d'un système de normes et de valeurs, bref “monter en généralité”, transformer un cas en cause » (11). Valoriser les relations latérales et devenir à la fois producteur et diffuseur d'informations n'est cependant pas synonyme d'une défiance totale vis-à-vis des appuis conventionnels de l'action médiatique. Les acteurs du « néo-militantisme » n'envisagent d'ailleurs en aucune façon cette nouvelle possibilité de prendre en charge leur propre parole comme la marque d'une irréconciliable rupture avec les instances médiatiques de masse, bien au contraire. Le mouvement d'évitement des intermédiaires spécialisés n'est finalement pas appréhendé dans une logique de substitution mais plutôt dans une perspective d'articulation susceptible de

I.R.I.S.-T.S.-Paris-Dauphine, version remaniée d'un rapport effectué pour le *High Level Expert Group on Social and Societal Aspects of the Information Society*, Bruxelles, Commission des communautés européennes, 1997, p. 12.

(11) É. NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1997, p. 89.

servir les processus de mise en visibilité et de montée en généralité : « L'incertitude qui résulte de l'érosion des clivages préexistants à l'action politique exige aussi de rendre visible les préférences et les expériences individuelles sur lesquelles ceux-ci sont susceptibles de s'appuyer pour les formaliser et les soumettre au jugement public. Dès lors, les T.I.C. se révèlent moins antagonistes des médias qu'elles n'accompagnent la recomposition des fonctions de l'espace public » (12).

Les cas sont nombreux où la presse écrite a pu servir de caisse de résonance, déportant des données militantes en ligne vers d'autres espaces médiatiques digitaux ou bien sur papier. Marc Chemillier, webmestre du site *Pajol* (13) précise par exemple : « Le site web est hébergé sur un serveur privé situé à San Francisco aux États-Unis. Son U.R.L. (<http://bok.net/pajol>) a été diffusé dans les médias par un communiqué du collège des médiateurs le jeudi 7 août 1996. Elle a été reprise par *Libération* les 10-11 août 1996 et sur France-Info le 11 août 1996. Les réactions ne se sont pas faites attendre. Les premiers messages de solidarité ont été reçus dans les jours qui ont suivi ». Commentant par ailleurs les *hits* (14) du site web des sans-papiers, il ajoute également : « Le pic à "99" du 21 novembre 1997 s'explique par un message envoyé sur *Z_pajol* (15) pour annoncer des nouveautés sur le site web. Le pic à 138 du 3 décembre est dû probablement à la parution dans *Le Monde* (daté du 2 décembre 1997) d'un article consacré au site. Le site Internet a facilité la publication à l'étranger d'articles consacrés aux sans-papiers, par exemple aux États-Unis (*San Francisco Frontlines Newspaper, Network News*), au Japon (*Yomiuri Shim-bun*), ou en Allemagne (portrait d'Ababacar Diop entièrement réalisé par Internet pour le magazine *Jetzt*, supplément au grand quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*) » (16).

Si les technologies de l'Internet sont utilisées dans l'objectif de créer des tribunes d'expression qui soient dégagées des contraintes inhérentes aux circuits classiques de production et de diffusion de l'information, elles sont parallèlement appréhendées comme support de création d'espaces symboliques susceptibles d'intéresser les acteurs du champ journalistique. Les militants de l'engagement distancié savent pertinemment que le principal forum où sont couvertes et mises en scène leurs actions protestataires reste les médias traditionnels qui ne peuvent plus être appréhendés comme simples supports faisant écho à leurs discours, mais bien comme acteurs à part entière des interactions des groupes mobilisés. L'accès aux faveurs de l'opinion publique et l'assurance d'une visibilité maximum nécessitent un ticket d'entrée qui passe donc nécessairement par des stratégies d'intéressement si ce n'est une « collaboration » avec les médias de masse dont témoigne exemplairement ce journaliste

(12) P. CHAMBAT, « Espace public, espace privé : le rôle de la médiation technique », in I. PAILLIART (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Grenoble, Ellug, 1995, p. 97.

(13) Site web dédié à la lutte des sans-papiers.

(14) Les *hits* d'un site web sont des statistiques qui rendent compte du nombre d'ordinateurs ayant été connectés, durant une période donnée, à au moins une page de ce site web.

(15) Liste de diffusion publique dédiée à la lutte des sans-papiers.

(16) M. CHEMILLIER, *Cyberéflexion du mouvement social : un site Internet, miroir de la lutte des sans-papiers*, extrait d'une intervention faite à la Maison Des Ensembles, Paris, 1998.

de *L'Express* (17) : « Les actions d'Act Up sont incroyablement bien organisées. Act Up a des dossiers sûrs. Ils ont l'intelligence de travailler avec les médias, la main dans la main. C'est-à-dire qu'en fait lors d'une action, il y a un journal, une télévision, une radio et tous on bossait ensemble. C'est un jeu qui se fait entre Act Up et les médias qui est "donnant-donnant". Ils nous amènent presque sur un plateau une bonne information en échange de quoi nous on fait une couverture maximale ». L'enrôlement des professionnels de la presse va ainsi parfois s'effectuer quasi naturellement du fait du caractère inédit ou dramatique de certaines informations mises en ligne « conformes à la définition sociale de l'événement digne de faire *la une* » et dont les journalistes de presse écrite (18) auront pris connaissance au même titre que d'autres internautes :

On avait fait par exemple un gros coup en étant les premiers à diffuser le rapport de Sami Naïr qui avait été bizarrement tenu un peu à l'écart, je ne sais plus pourquoi, parce que ça correspondait pas tout à fait aux idées de Jospin. Dès que je l'ai eu, je l'ai mis sur le web et ça, ça a été repris par *Le Monde*. *Le Monde* en a parlé en disant : « l'endroit où on peut le trouver c'est sur le site des sans-papiers ». Reporters sans frontières nous avait aussi envoyé leur rapport qui critiquait les actions de la police face aux journalistes qui suivaient le mouvement des sans-papiers. Ça aussi c'est un truc qui a été repris par la presse du fait qu'il était sur le site des sans-papiers. (Militant sans-papiers et à A.T.T.A.C.)

L'exercice quotidien et systématique de la revue de presse qui sert aux journalistes à se positionner par rapport à ce que fait la concurrence, tend à se doubler aussi, en certaines occasions, d'une autre nécessité professionnelle de veille concurrentielle : la surveillance des mémoires numériques, en l'occurrence militantes. La charge symbolique de certaines d'entre elles est d'ailleurs tout spécialement apprêtée pour retenir l'attention des journalistes :

Ça, la traduction en wolof, c'était en fait, moins adressé à des Africains parlant le wolof qu'à des journalistes français désireux de mettre un peu de sauce dans leurs articles quand ils parlent du site Pajol. A dire vrai, je n'avais pas vraiment espoir qu'il y ait beaucoup de gens parlant le wolof qui se connectent. Mais ça marche ! Ça nous a valu un article dans *Le Monde* et une double page dans *Planète Internet* où le journaliste avait repris d'ailleurs le titre en wolof. (Militant sans-papiers)

De la même façon que Patrick Champagne désigne par l'expression « manifestations de papier » les convocations du nombre qui visent à produire une image

(17) Entretien de Vincent Olivier, journaliste santé à *L'Express*, effectué par C. SANTO, *La stratégie de communication d'Act Up-Paris : de la provocation à la réflexion*, mémoire de l'Institut Français de Presse, Université Paris II, 1997, p. 85.

(18) Pour le moment il s'agit essentiellement de journalistes de presse écrite qui trouvent sur les sites web des informations de nature scripturaire, parfois prêtes à l'emploi, convenant parfaitement au format de production demandé. On peut toutefois penser qu'avec l'arrivée des hauts débits permettant une lecture vidéo de qualité, les journalistes de l'audiovisuel seront également intéressés par d'éventuelles images animées dont ils pourront se saisir via le téléchargement de fichiers vidéo.

positive de la mobilisation et des revendications à l'intention des médias (19), on peut affirmer qu'il existe des contenus en ligne « pour journalistes », spécialement conçus pour être repris et utilisés par la presse.

Il est par ailleurs intéressant de souligner l'émergence d'articles traitant des préoccupations de la critique sociale, au sein d'un segment bien particulier de la presse écrite spécialisée qui est celui des suppléments et des magazines « multimédia ». Les organisations du « néo-militantisme » présentes sur le World Wide Web bénéficient ainsi de relais médiatiques inédits, autres que ceux dont elles recherchent habituellement la « complicité ». Les espaces médiatiques d'apparition de l'engagement distancié tendent ainsi à s'élargir. Notons enfin qu'à moins de créer à proprement parler l'événement en ayant par exemple recours à des modes d'action non routinisés, la réussite de l'utilisation tactique des médias par les groupes protestataires dépend également de fortes contraintes extérieures sur lesquelles les acteurs de la critique sociale n'ont finalement que peu de moyens pour faire levier, en particulier en ce qui concerne la gestion du calendrier de l'actualité. Les conjonctures propices sont relativement rares et les professionnels de la presse respectueux d'une certaine déontologie, sont souvent rétifs à la présentation publique d'un cadre d'interprétation construit par les militants eux-mêmes, auquel ils préfèrent une construction personnelle des faits à partir de leur propre expérience de la situation et des témoignages recueillis : « Tout comme une partie des dirigeants de mouvements sociaux disposent d'une forte maîtrise réflexive des logiques du champ médiatique, une part des journalistes analyse avec beaucoup de lucidité les stratégies médiatiques des protestataires » (20). Au surplus, l'autonomie des journalistes s'avère bridée par un ensemble de coercitions spécifiques au champ professionnel au sein duquel ils exercent et dont l'emprise amenuise d'autant leur capacité d'analyse.

Réseaux d'alerte et actes pétitionnaires en ligne

Les dispositifs sociotechniques liés à l'Internet introduisent des formes de coordination particulières, débouchant sur des actions collectives et reposant sur l'intrication de ressources techniques. Leur efficacité tient donc pour une bonne part au couplage adéquat de différents actants humains qui vont se coordonner en associant d'une façon bien précise des artefacts, créant ainsi un agencement hybride et solidaire permettant d'accomplir des tâches singulières. Un exemple emblématique rendant compte de l'opérativité de l'Internet en tant qu'il s'inscrit dans un réseau hétérogène d'acteurs humains et non humains, nous est donné par le fonctionnement des réseaux d'alerte tels que les procédures de suivi des arrestations et de prévention des expulsions, qui ont été mises en œuvre par certains militants soutiens des sans-papiers. X, en situation irrégulière, est arrêté par les forces de police. Par le biais de

(19) Voir P. CHAMPAGNE, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Éditions de Minuit, 1990, p. 232 et suiv.

(20) E. NEVEU, « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », *Réseaux*, vol. 17, n° 98, 1999, p. 43.

son téléphone portable il contacte son parrain, ou le militant qui suit son dossier de régularisation, afin de l'informer de la situation présente. Ce dernier va alors poster sur une ou plusieurs listes de diffusion (généralement Z_pajol), un message expliquant la déconvenue de X, tout en invitant les co-listiers à aller manifester devant le centre de rétention où il est incarcéré, ou bien encore à envoyer des fax de protestation à la préfecture de police dont il dépend. Cet exemple montre comment peuvent s'établir des chaînes de solidarité le long des objets techniques, qui s'articulant, forment un dispositif. Chaque objet est alors en lien avec ce que Gilbert Simondon appelle un « milieu associé », *i.e.* le réseau des individus et des artefacts qu'il met en relation :

Alors par exemple par rapport à Pajol, j'ai connu cet été en allant au Mali un gars de Saint-Bernard qui s'était fait expulser à Bamako, qui était un mec un peu connu à l'époque, qui a monté une assoce d'aide aux expulsés à Bamako, avec qui je suis resté en contact par le Net, qui revient en France assez souvent et qui, il y a trois jours, me téléphone en me disant : « Louis, je suis dans la merde, j'ai été témoin d'une expulsion violente au mois de mars dernier, je suis intervenu, l'expulsion n'a pas pu avoir lieu, mais maintenant je suis convoqué à la Police des frontières à Roissy ». J'ai passé 2 heures lundi à faxer un appel au secours et j'ai envoyé sur AC_forum (21) et Z_pajol un appel urgent. (Militant sans-papiers et au P.S.)

En l'occurrence, le recours à l'Internet ne devient véritablement opératoire que si tous les branchements sont effectués qui assurent son inscription dans un réseau sociotechnique fonctionnel. Dans l'exemple exposé ci-dessus, ce dernier convoque à la fois la téléphonie non filaire, le courrier électronique et le fax, ainsi qu'une communauté d'internautes, qui, s'ils sont également des militants, peuvent ne pas être ordinairement actifs, ne pas forcément se mobiliser sur ce type de cause ou bien selon ce répertoire d'action. Ils peuvent aussi, plus rarement, ne pas être des militants, mais parce qu'abonnés à l'une des listes de diffusion où transitent habituellement les messages de cet ordre, avoir décidé de participer à cette action.

L'on peut penser que l'initiative d'une communauté militante spécifique de *Nous* ou même d'un *Je* militant isolé, serait donc susceptible de trouver auprès des abonnés de certaines listes de diffusion, un public suffisamment réceptif composé d'autres *Nous* militants et de *Ils* internautes, qui, sous certaines conditions, pourraient effectivement répondre positivement aux invites d'engagement exprimées par le biais de la messagerie électronique. La mobilisation du nombre qui est essentielle parce qu'elle est souvent un facteur de représentativité et de légitimité, pourrait donc s'effectuer également sur un mode digital dans la mesure où ce dernier autorise une rapide et large diffusion bien au-delà des frontières du groupe mobilisateur. L'Internet contribuerait en ce sens à l'évolution des répertoires de coordination où la capacité à mobiliser ponctuellement des individus au service d'objectifs précisément circonscrits, pourrait reposer, au moins en partie, sur des investissements de forme technologiques diffus et non plus essentiellement sur des inscriptions associatives dépendantes de réseaux d'appartenance pré-constitués. Les inscriptions associatives de

(21) Liste de diffusion publique d'Agir ensemble contre le Chômage.

l'engagement distancié sont de toutes façons de plus en plus indépendantes des réseaux d'appartenance classiques et, par conséquent, l'être-ensemble du « néo-militantisme » tend à se renégocier selon une polarité qui ne renvoie plus à l'adhésion, mais davantage à l'élection et à l'action. Les rapports entre les militants s'effectuent ainsi tendanciellement de moins en moins à partir d'un sens hérité, c'est-à-dire en fonction d'un enracinement en rapport à une identité ou à un territoire, mais selon un mode électif fondé sur une modalité de partage communautaire non territoriale ou a-territoriale susceptible de s'exprimer via l'Internet.

Répertoire d'action « traditionnel », les actes pétitionnaires dont le principe pourrait être décrit comme celui d'une mobilisation scripturaire du nombre (rassembler un maximum de citoyens sur un texte qu'ils approuvent et défendent en ajoutant leur nom à une liste de signataires) ont par exemple très vite été diffusés par le biais de l'Internet en complément (voire en remplacement) des moyens plus classiques de récolte des signatures. L'usage des technologies de l'Internet autorise en effet d'organiser rapidement et à moindre coût, cette forme particulière de mobilisation du consensus. La pratique du courrier électronique facilite notamment une dissémination ramifiée de la pétition auprès de larges cercles d'internautes. Personnalités, figures médiatiques, relations personnelles, abonnés de listes de diffusion et autres organisations disposant d'attributs digitaux d'adressage seront ainsi directement sollicités :

Pour les pétitions on fonctionne au niveau européen et même avec les États-Unis, ce qui nous permet de récupérer des signatures prestigieuses. Chomsky a par exemple signé notre texte pour le Kosovo. Le fonctionnement à ce niveau-là est international, pour ça c'est génial. (Membre du conseil scientifique d'A.T.T.A.C. et du Réseau d'alerte sur les inégalités)

Dans la mesure où la participation à une pétition est une forme d'engagement ponctuel ne nécessitant qu'un coût d'action généralement réduit de la part des signataires, elle se présente donc comme un mode de mobilisation convenant parfaitement aux exigences de souplesse de l'engagement distancié. Les sociabilités électives naissant au sein des communautés associatives d'action trouvent ici leur pendant dans l'autonomie sociale qui se manifeste au sein des réseaux et des technologies numériques. Elles se distribuent d'ailleurs selon une double modalité, qui est à la fois celle de la valorisation et de la reconnaissance d'un acteur autonome singulier et de ses compétences individuelles. Favorisant un engagement périodique, individuel et à la carte, l'action en ligne est distanciée *stricto sensu* dans la mesure où elle dispense par exemple l'internaute-signataire d'avoir à s'exposer aux requêtes militantes et aux pressions sociales diverses qui accompagnent habituellement un geste protestataire de ce type. Elle l'est également surtout parce qu'elle retire aux militants-internautes les occasions importantes du contact en présence avec les signataires, moments qui étaient et restent encore essentiels pour les sociabilités militantes et les stratégies de recrutement. Érik Neveu rappelle ainsi, à la suite de Snow, Zurcher et Ekland-

Olson (22), que c'est « entre 60 et 90 % du recrutement militant qui s'établit à partir des contacts directs, de face à face, au sein de réseaux sociaux partagés par recruteurs et recrutés. Or loin de se limiter à un rôle de diffusion d'idées, de médiatisation, les outils de communication [les supports médiatiques : presse, tracts, affiches...] que se donne une organisation sont avant tout des médiations, des instruments de contact et de sociabilité militante » (23). L'organisation traditionnelle d'une pétition ne prend donc tout son sens que si les instigateurs de celle-ci dépassent la logique utilitariste qui veut que l'on ne juge de son utilité qu'à l'aune de la satisfaction des revendications exprimées : « Rédiger et faire signer une pétition englobe à la fois un travail de définition d'un problème social, une dimension de formation des militants, un travail de mobilisation de réseaux, des discussions face à face, un processus de mise à l'agenda médiatique, dont les retombées ne peuvent se réduire à une évaluation binaire en termes de satisfaction ou d'échec » (24). Or si la phase de mobilisation des réseaux est effectivement rendue plus facile du fait de la force de dissémination des technologies digitales, l'acte pétitionnaire en ligne perd également une grande partie de sa richesse qui tenait à l'opportunité d'un échange en face à face. Le moment de la remise officielle aux autorités qui était considéré comme un des temps forts de ce type d'action, devient par exemple tout à fait secondaire, voire inexistant quand il s'avère être remplacé *de facto* par des procédures d'envois automatisées.

De nouvelles communautés pertinentes pour l'action ?

Dans le sillage de Pierre Chambat, qui insiste sur le fait que l'accès au réseau se réalise de manière volontaire, on peut penser que la participation à des activités associatives en ligne repose sur de réels intérêts partagés susceptibles de conduire à une participation dépassant celle des réseaux digitaux. L'on peut ainsi faire l'hypothèse que la probabilité pour qu'un individu s'engage, suite à la réception d'un appel à mobilisation lancé sur une liste de diffusion, tient en partie à deux composantes. En tout premier lieu, à la nature de l'engagement demandé. Si l'action sollicitée peut être réalisable à distance, c'est-à-dire sans qu'il y ait obligation de se présenter physiquement, il y a de bien meilleures chances pour qu'elle soit suivie :

Par exemple sur Z_pajol, tu vas trouver très souvent « Alerte ! Il y a une arrestation, il faut que vous soyez dans une heure à tel endroit ». Alors là, désolée, mais moi je ne suis pas une militante professionnelle et je ne peux pas être dans une heure devant l'ambassade de je ne sais pas quoi pour manifester. (Militante à Droits devant !!)

En second lieu, la participation effective à l'opération semble être d'autant plus forte qu'elle sollicite des individus ayant le sentiment d'appartenir à une communauté

(22) Cf. D. SNOW, L. ZURCHER, S. EKLAND-OLSON, « Social networks and social movements : a micro-structural approach to differential recruitment », *American Sociological Review*, 1980, p. 787-801.

(23) É. NEVEU, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *art. cit.*, p. 69.

(24) *Ibid.*

immédiatement concernée par l'objet de la mobilisation. Pour reprendre l'exemple que nous présentions *supra*, il est évident qu'un appel à l'action ayant pour objectif la mise en échec d'une procédure d'expulsion, bénéficiera *a priori* d'une attention plus soutenue chez un parrain de sans-papiers que chez un militant de base d'un quelconque mouvement de chômeurs dont les préoccupations centrales peuvent être au départ assez éloignées des problèmes de régularisation des étrangers.

La question qui nous intéresse plus particulièrement, ici, est donc de savoir si les décisions individuelles de prendre part à une protestation collective (la « volonté de participer » pour Bert Klandermans (25)) peuvent être déclenchées suite à un appel à mobilisation en ligne. Autrement dit, le fait de fréquenter une liste de diffusion militante peut conduire, en soi, les abonnés à éprouver un sentiment d'appartenance suffisant pour les amener à se sentir concernés au point de répondre positivement aux appels à mobilisation qui y sont exposés. Selon Klandermans et Oegema un phénomène complet de mobilisation peut se décrire en quatre phases s'enchaînant l'une à l'autre de façon linéaire : « Les quatre aspects de la mobilisation impliquent différents processus, à la fois en termes théorique et pratique. Le potentiel de mobilisation présuppose une interprétation des doléances ; la formation et l'activation des réseaux de recrutement impliquent la formation de coalitions et l'établissement d'un lien entre l'organisation du mouvement et des réseaux formels et informels préexistants ; susciter la motivation à participer repose sur le calcul des coûts et des bénéfices de la participation ; et s'assurer une participation effective comprend l'entretien des motivations et l'élimination des obstacles » (26). Être amené à prendre part activement à une mobilisation présume une motivation particulière, *i.e.* un accord minimum avec les objectifs du mouvement, qui éventuellement pourra avoir été l'objet d'un travail de persuasion. La constitution d'un potentiel positif de mobilisation, c'est-à-dire d'un public favorable à la cause défendue ne s'acquiert, il est vrai, le plus souvent, qu'à la suite d'un effort préalable de mobilisation du consensus qui vise à diffuser un point de vue particulier : « il est le résultat de longues campagnes dans lesquelles un mouvement propage ses vues en mettant en avant le côté inacceptable de certaines choses, choses qui peuvent être modifiées, le changement étant conditionné à l'action collective » (27). La mobilisation pour l'action (activation) ne peut être ainsi effective sans mobilisation cognitive préalable d'un consensus (perception), entendue comme « processus à travers lequel un mouvement social essaie d'obtenir un soutien à son point de vue » (28) et passe un accord avec ses sympathisants sur les objectifs et moyens à mettre en œuvre pour arriver à ses fins. Si l'on considère, toujours avec Klandermans, que la mobilisation du consensus « est une tentative délibérée d'un acteur social de créer un consensus parmi un sous-ensemble de la population, tandis que la formation du consensus concerne la convergence non planifiée

(25) Cf. B. KLANDERMANS, « Mobilization and Participation : Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory », *American Sociological Review*, 49, 5, 1984, p. 583-600.

(26) B. KLANDERMANS, D. OEGEMA, « Potentials, Networks, Motivations and Barriers Steps forward Participation in Social Movements », *American Sociological Review*, vol. 52, 1987, p. 529.

(27) *Ibid.*

(28) *Ibid.*, p. 586.

du sens dans les réseaux sociaux » (29), il est alors clair que les listes de diffusion, au vu de l'hétérogénéité des contributions qui y apparaissent, ne peuvent être désignées que comme instances de formation du consensus, c'est-à-dire des espaces d'interprétation, où attentes, valeurs et représentations des résultats de l'action ne peuvent être que suggérées. Il semble en effet pour le moins difficile d'arriver à imposer une vision linéaire, simple et définitive de la nécessité d'un engagement. En premier lieu, parce que les militants-internautes de l'engagement distancié récusent le principe même d'un *agir communicationnel* en ligne, préalable pourtant indispensable à la mobilisation du consensus (30). En second lieu, parce que l'émergence d'un discours contradictoire peut venir rompre à tout moment un processus argumentaire déjà improbable et dénoncer l'univocité des positions exposées. *De facto*, les appels à mobilisation diffusés sur les listes de diffusion qui appellent à des actions de terrain, ne sont généralement jamais soutenus par d'autres contributions et ne font l'objet d'aucun commentaire, débat ou incitation morale. Les échanges en ligne sur ce type de messages, entre membres d'une même collectivité d'abonnés, sont donc quasi inexistantes. La recherche d'information nécessaire à l'estimation convergente (consensuelle) du problème s'effectue alors, quand elle a lieu, au sein d'autres espaces de sociabilité que ceux que décrivent les listes de diffusion :

Les actions ne sont par contre pas débattues parce que le problème il est que quand on décide d'une campagne sur la gratuité des transports en Île-de-France ou nationalement, c'est débattu en réunion, on a des coordinations en Île-de-France, des coordinations nationales et à partir de là, tous les collectifs ont une totale autonomie dans la mesure où ils restent dans le cadre qui a été fixé collectivement lors des réunions. Sur le fond politique c'est pas débattu en ligne parce que ça a été décidé collectivement en réunion. C'est clair que les débats collectifs ils ne sont pas sur l'Internet, c'est évident mais je ne sais pas si c'est un mal. (Militante à A.C. !)

Si les réseaux télématiques peuvent être parfois utilisés par les acteurs du « néo-militantisme » dans l'intention d'exposer largement leurs positions et renforcer de façon latente leurs soutiens dans l'opinion publique, ils sont aussi convoqués pour constituer des réseaux de recrutement et activer, à l'aide du courrier électronique, des réseaux d'interconnaissance constitués d'individus et d'organisations dont la convocation dépendra en dernière instance de leur motivation à participer. Contrairement aux observations minutieuses effectuées par Sylvie Ollitrault sur le répertoire d'action des militants écologistes britanniques, qui lui permettent d'affirmer que le

(29) B. KLANDERMANS, « The Formation and Mobilization of Consensus », *International Social Movement Research*, 1, 1988, p. 175.

(30) Si les processus de transmission, de partage et d'ordonnement de l'information sont des procédures plutôt valorisées par les acteurs de l'engagement distancié, il en va tout autrement des conduites bavardes (interventions non ou mal ciblées, palabres expressives et gocentrées, digressions, jeu de conversations identitaires) ou polémiques (confrontations d'idées, altercations, attaques personnelles) que les militants-internautes considèrent inutiles et contre-productives au regard de la fonction pratique qu'ils attribuent au réseau des réseaux et plus particulièrement aux listes de diffusion publiques. Cf. F. GRANJON, *L'Internet militant...*, op. cit.

réseau des réseaux tend bien à renforcer les formes d'activisme individualisé (31), nos observations ne nous autorisent, pour le coup, qu'à souligner l'existence effective de tels phénomènes mais ne nous permettent pas de conclure à la déliquescence du *Nous militant*. Même si la participation ponctuelle et limitée s'avère *de facto* plus commode, il semble qu'il faille lire cette évolution comme une extension des cadres originels de mobilisation dont le but est d'attirer opportunément le soutien d'internautes et non comme une remise en cause sévère des sociabilités militantes de terrain qui parfois s'en trouvent d'ailleurs renforcées. Les sciences politiques ont d'ailleurs montré à maintes reprises que la participation, qu'elle soit individuelle ou collective dépend assez largement des prévisions de chacun quant à la participation globale au mouvement :

Quant à la manif du week-end dernier [contre les exactions serbes au Kosovo], c'était une manif que l'on avait décidée en congrès, là le réseau a très bien marché, on l'a annoncée sur a_infos (32), on a eu des réactions de soutien de pas mal d'organisations qui nous ont envoyé des messages de solidarité. Il y a eu des Allemands qu'ont fait le voyage de Düsseldorf. Le réseau, là, a permis d'avoir un écho dans le mouvement libertaire. Ça, c'est pas négligeable quand même, l'impact web est intéressant de ce point de vue et en interne ça nous a permis de nous coordonner. Entre le moment où elle a été décidée et sa tenue, il y a eu le cessez-le-feu, donc la question se posait de savoir si on maintenait ou pas et ça a permis à pas mal d'endroits de dire : « Si, nous on est motivé, il faut continuer ». Ça a permis de prendre la température. C'était quand même assez agréable de savoir qui allait venir, à combien, etc. ; ça crée une synergie qu'on avait pas avant et qui évite les « Est-ce qu'on monte ? », « Est-ce que ça vaut le coup ? », « Est-ce qu'on ne va pas être que dix ? ». Là, on avait des infos précises sur les motivations de chacun et ça encourage parce qu'on se dit qu'on va rencontrer du monde. Cela dit, l'important c'était la manif, pas les discussions sur Internet. (Militant à la Fédération Anarchiste)

Certes, l'occasion de la participation par la mise à disposition de l'information militante nécessite un moindre droit d'entrée (être abonné à une liste de diffusion et/ou aller visiter certains sites web) mais la participation elle-même peut avoir un coût de présence pouvant être ressenti comme particulièrement élevé si elle ne peut s'effectuer uniquement à l'aide d'une médiation technique à distance. Le recours à l'Internet ne permet donc en réalité qu'un affaiblissement partiel des barrières à la participation. Mancur Olson analysant le « paradoxe de l'action collective » (33) a montré que l'actualisation du capital de sympathie lié à une revendication, en forces protestataires effectives, tient pour beaucoup à des logiques individuelles éminemment subjectives, par rapport auxquelles on voit assez mal en quoi la dynamique du réseau des réseaux pourrait être déterminante, voire décisive.

(31) S. OLLITRAULT, « De la caméra à la pétition-Web. Le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, vol. 17, n° 98, 1999, p. 127-128.

(32) Liste de diffusion publique consacrée notamment aux initiatives des mouvements libertaires.

(33) M. OLSON, *Logique de l'action collective*, Paris, P.U.F., 1987.

Les résultats d'une enquête en ligne réalisée auprès de 250 militants-internautes montrent par ailleurs que seuls 35 % des personnes interrogées déclarent avoir le sentiment de faire partie d'une communauté en ligne. Ce sentiment est d'ailleurs proportionnellement plus présent (41 %) chez les utilisateurs quotidiens du courrier électronique et du web, et encore davantage marqué (46 %) chez les utilisateurs quotidiens de la messagerie électronique et du web qui échangent par ce biais avec des militants d'au moins une des organisations dont ils font partie. Le sentiment d'appartenance à un groupe d'individus en ligne semble donc être d'autant plus partagé qu'il est lié à une pratique fréquente, régulière et active des technologies de l'Internet, mais aussi qu'il se construit sur des sociabilités éprouvées, préexistant à la constitution du collectif digital :

Oui, j'ai ce sentiment de faire partie d'une espèce de communauté en ligne. En fait je dis oui mais sans grande conviction parce que d'un autre côté j'ai des relations spécifiques avec les gens avec qui je communique par mail. J'ai bien le sentiment de maîtriser un outil de communication nouveau qui fait que j'ai l'impression de faire partie d'une communauté de personnes partageant des mêmes codes, mais en même temps, mes échanges sont surtout militants et donc ça rejoint mon appartenance à un collectif de personnes qui se connaissent déjà. (Militant à A.T.T.A.C.)

Les thèses d'Anthony Oberschall, pour qui la mobilisation pour l'action consiste à recruter des groupes d'acteurs déjà organisés et actifs, et non à solliciter des individus plus ou moins isolés, ne peuvent être ici totalement remises en cause. Si l'élargissement de l'engagement à des individus autres que ceux habituellement attirés par l'action militante est une réalité reconnue en certaines occasions, il ne saurait toutefois constituer un attribut singulier résultant mécaniquement des pratiques de communication en ligne. L'Internet ne semble encore permettre une mobilisation de terrain véritablement avérée que chez les individus déjà impliqués dans des activités militantes de terrain :

Quand ça commençait à marcher, ça avait changé quelque chose en termes de communication, d'information de base, de contacts... et puis l'expertise. Pour ce qui est de la mobilisation je ne sais pas... je ne sais pas si ça permet de mobiliser du monde, en tout cas on n'en a pas eu l'expérience. T'as un immeuble qui pète, tu lances un machin sur Internet, ça ne fait pas descendre les internautes dans la rue, ce sont toujours les mêmes qui se pointent, mais en tout cas tu peux en parler en mettant l'info sur ton site, ça c'est bien. (Militant à D.A.L.)

J'ai l'impression que sur ce type de média, on va quand même principalement toucher déjà des gens qui sont déjà impliqués à des degrés plus ou moins importants dans les luttes ou dans la militance. C'est-à-dire que ceux qu'on va pouvoir activer, c'est quand même en gros des réseaux de militants. Je ne sais pas si on peut toucher par Internet un nombre important de gens qui sont à la marge et ne sont pas déjà impliqués dans des réseaux militants. Il me semble que quand on envoie des mails sur Z_pajol, on touche essentiellement des gens qui militent déjà pour les sans-papiers. Si on prend maintenant la liste interne du collectif, on est à peu près une trentaine de personnes et sur cette trentaine de personnes il n'y a pas que des militants de la première heure,

il y a aussi un certain nombre de gens qui ont rejoint la militance à l'occasion du collectif et qui ont dans le collectif un investissement qui peut être ponctuel, qui peut être distant en ce sens qu'ils vont faire des choses à un certain moment et puis arrive le temps où ils n'ont plus le temps de s'investir, ils font d'autres choses mais ils gardent un œil sur ce qui se passe. Et ce réseau-là de militants on sait qu'on va pouvoir le réactiver si il y a quelque chose d'important ou de marquant qui se passe, si à un moment il y a une mobilisation forte et une action forte qui se met en branle. Oui, vers ces gens-là, l'outil Internet il est intéressant et là, on peut toucher des gens, on peut médiatiser un travail vers des gens qui *a priori* ne sont pas des militants purs et durs. (Militant au Collectif citoyen du X^e arrondissement de Paris)

Même si les communautés pertinentes pour l'action tendent à se départir du principe d'intégration préalable des militants dans une structure (ces derniers étant capables de créer leurs propres réseaux d'action collective), l'on ne peut que souligner, à la suite de Denis Segrestin, qu'il y a rarement mobilisation sans « collectivités concrètes de référence » ou « communautés pertinentes pour l'action » (34) préalablement constituées. Par conséquent, la réussite d'une action est, au moins partiellement, subordonnée à la valorisation d'un *Nous*. Les vecteurs classiques de la socialisation restent ainsi fort prégnants et ce sont eux qui déterminent encore bien souvent la mobilisation en présence.

Les sociabilités digitales dont nous rendons ici compte se trouvent en quelque sorte bridées par les relations militantes ordinaires. Si elles se visibilisent dans l'espace de la médiation technique des messageries et du courrier électronique, elles restent néanmoins sous la tutelle d'un registre sociabilitaire qui relève des échanges coutumiers en contexte de militance. Les listes de diffusion telles que *Z_pajol*, *AC_forum*, *Conflits_I* ou encore *Antenneassedic* constituent bien des espaces militants d'échange et de rencontre où s'expriment, se négocient et s'actualisent des affiliations centrées sur la critique sociale, permettant même à quelques-unes d'entre elles de trouver une certaine permanence, mais il serait toutefois abusif d'y voir la marque d'une prégnance forte de la médiation technique. Les réseaux télématiques ne suffisent pas à créer des réseaux sociaux véritablement inédits mais permettent plus sûrement de renforcer ceux sur lesquels ils s'appuient pour exister. A de rares exceptions près, les communautés qui se dessinent à travers les échanges électroniques sont des projections fragmentaires et focalisées de communautés militantes qui ont déjà une existence sur le terrain. Les pratiques de communication sur réseaux ne peuvent donc être considérées comme des points de passage obligés de l'expression militante qui s'affirme au sein de bien d'autres espaces. Elles ne sauraient être présentées comme prépondérantes dans la définition et le formatage des interactions sociales.

L'on ne peut ainsi prétendre mettre en avant un lien social à proprement parler digital. Il est clair que les échanges en ligne n'ont *de facto* de valeur et ne se justifient aux yeux des militants que dans la mesure où ils s'articulent de façon forte aux réalités de la critique sociale. Contrairement aux conclusions de Danièle Kergoat sur les

(34) Cf. D. SEGRESTIN, « Les communautés pertinentes de l'action collective : canevas pour l'étude des fondements sociaux et des conflits du travail en France », *Revue française de sociologie*, XXI, 2, 1980.

pratiques télématiques liées aux luttes infirmières de la fin des années 1980 (35), l'usage de l'Internet ne se présente pas comme un moyen par lequel le mouvement social se concrétise en sujet collectif. Les contributions en ligne viennent quasiment toujours se greffer sur des identités sociales préexistantes qui les prédisposent à une certaine réception. Les formes de militantisme exprimées sur l'Internet ne se constituent donc pas directement à partir des réseaux télématiques, mais bien en référence à la force du social qui investit la technique et imprime une homologie structurelle aux liens qui se tissent entre les réseaux sociaux militants et les réseaux télématiques.

Par ailleurs il est à noter que si le modèle de l'engagement distancié correspond véritablement à une tendance, quant aux phénomènes associatifs d'implication dans l'espace public, il ne saurait être considéré autrement que comme une projection « permettant de penser par référence la complexité des réalités du terrain » (36). Les modes antérieurs de mobilisation restent prégnants, soit comme paradigme d'ordonnement dominant, soit comme ascendant largement perceptible. En témoigne l'importance toujours prépondérante du rapport existant entre sociabilités militantes et identités collective et/ou individuelle. La constitution en amont d'un *Nous* militant détermine encore largement les motifs de l'engagement ainsi que les conditions et les occasions de l'agir en commun de la « nouvelle » critique sociale.

(35) D. KERGOAT, « De la jubilation... », *art. cit.*

(36) J. ION, *La fin des militants*, *op. cit.*, p. 101.